

Pouvoir d'emprunt

On aurait parlé d'un budget électoral s'il avait été présenté au moment où les sondages auraient été favorables aux Libéraux. Comme l'a signalé le député de Skeena (M. Fulton), ce nouvel emprunt supplémentaire servira de munitions pour financer les prochaines élections le moment voulu. Mais je sais une chose: les électeurs ne se feront pas prendre aussi facilement cette fois-ci.

Je voudrais parler du programme d'emploi d'été pour les étudiants parce qu'il a une importance particulière dans ma circonscription. Aux 170 millions déjà prévus, on a ajouté des nouveaux crédits de 70 millions pour tenter d'atténuer le chômage qui sévit chez les étudiants partout au Canada. C'est ainsi que l'an dernier la circonscription de Victoria-Haliburton a reçu \$151,876. Cette année, la formule de répartition des fonds est basée sur les résultats d'une enquête sur le taux excédentaire d'étudiants dans chaque circonscription. Cette enquête réalisée l'été dernier indiquait que seulement 358 étudiants étaient sans travail dans ma circonscription. J'ignore qui a fait cette enquête, mais je peux assurer aux députés que les données sont complètement farfelues. D'ailleurs, la méthode utilisée variait d'une circonscription à l'autre.

La discordance a été très forte dans les régions rurales. Ma circonscription mesure 150 milles d'est en ouest et presque autant du nord au sud. Il existe un bureau du programme Extension à Haliburton, un centre de main-d'œuvre à Peterborough, un à Lindsay, un à Oshawa et un à Newmarket. Les étudiants des campagnes de l'Ontario n'ont ni l'argent ni les moyens de se rendre à ces centres de main-d'œuvre. De toute façon, ils savent fort bien qu'il n'y a pas d'emploi pour eux. Pourquoi devraient-ils parcourir 100 milles ou davantage pour se faire dire ceci: «Donnez-nous votre nom et si quelque chose se présente, vous serez prévenu». Ce n'est pas un bon moyen pour dénombrer le nombre d'étudiants sans travail dans une circonscription aussi vaste que la mienne.

J'ai eu beau ne solliciter du ministre que \$4,194 de crédits supplémentaires, je n'ai toujours pas obtenu de réponse. C'est incroyable, mais des circonscriptions avoisinantes ont obtenu des milliers de dollars de crédits supplémentaires. Pour quelle raison? Elles sont situées à proximité d'un bureau de main-d'œuvre. Les étudiants de ces circonscriptions n'éprouvent aucune difficulté à s'inscrire. Ceux de ma circonscription éprouvent au contraire bien du mal à le faire.

Si ce relevé est maintenu, ma circonscription n'aura pas droit à des crédits supplémentaires; or, nous avons cette année pour bien plus de \$500,000 de demandes, alors que les crédits disponibles n'atteignent que \$156,100. Compte tenu de ces chiffres, les \$4,000 de crédits supplémentaires sont évidemment les bienvenus et répondent à un besoin, mais ils sont tout bonnement insuffisants. Les 100 millions de dollars que le gouvernement a alloués à la Société du crédit agricole ne pourront aider que quelques agriculteurs qui éprouvent vraiment d'énormes difficultés. Quand on sait jusqu'à quel point les agriculteurs sont endettés, on comprend qu'on n'ira pas loin à l'heure actuelle avec 100 millions de dollars. La modification apportée à la règle régissant le report des pertes aidera sûrement l'agriculteur qui se défend du mieux qu'il peut, mais elle n'aura guère d'utilité pour l'agriculteur qui est aux prises avec d'énormes difficultés et qui n'obtiendra pas un traître cent de ces 100 millions. Qui sait si grâce à son rôle plus étendu, la Banque fédérale de développement sera utile aux agriculteurs.

Le budget ne fournit guère de précisions sur le nouveau rôle de la Banque fédérale de développement.

• (1630)

Je tiens à dire un mot des institutions gouvernementales et de la façon dont les fonctionnaires traitent les agriculteurs. Je puis dire que j'ai pu m'en faire une excellente idée lorsque j'ai dû communiquer avec certains fonctionnaires de la Banque fédérale de développement au nom de mes électeurs. Le moins que je puisse dire, monsieur le Président, c'est que ces fonctionnaires, qui sont pourtant là pour servir les Canadiens, se montrent fort peu enclins à collaborer. Ils pourraient adopter une attitude un peu moins rébarbative, et je dois dire que j'ai été vivement déçu de celle d'un certain gérant auquel je me suis adressé au nom d'une entreprise très sérieuse et très honnête du secteur agricole. Je me suis alors fait plus ou moins répondre que je me mêlais de ce qui ne me regardait pas, mais l'homme d'affaires en question a fini par obtenir le prêt souhaité. Je ne tiens pas à expliquer en détail comment il a reçu cet argent, mais il l'a néanmoins reçu de la Banque fédérale de développement. Son dossier avait probablement été confié à d'autres employés. Or pareilles choses ne devraient pas se produire. Ce cas n'est pas exceptionnel, et le ministre chargé de ces questions devrait se pencher sur ce problème. Il est tout simplement inadmissible de traiter de la sorte les citoyens qui s'adressent à un bureau du gouvernement.

L'intention du gouvernement de maintenir le prélèvement spécial de canadianisation exigé des entreprises était évidente dès le début. Je ne crois pas que l'on se soit vraiment attendu à ce qu'il supprime cette taxe, même après que l'on eut fini de payer l'acquisition de Petrofina et Dome. Il s'agit toutefois d'une taxe supplémentaire qui devait être prélevée durant un certain temps seulement. Pourtant une nouvelle taxe de 6 p. 100 y a été ajoutée, probablement dans le but de payer la télé-distribution et la télévision à péage.

A propos de Dome et de Petrofina, examinons d'un peu plus près la taxe sur l'essence. Il y a environ une semaine, nous avons été témoins en Ontario d'une guerre des prix de l'essence. Ce produit se vendait alors 25.6 cents le litre. Son prix a même baissé jusqu'à 24.6 ou 24.5 cents le litre, mais aujourd'hui cette essence se vend aux mêmes stations-service à 45.6 cents le litre. On en a des exemples ici même à Ottawa, et partout ailleurs dans la province. L'écart dans le prix du litre d'essence est de 20 cents.

Quel est l'effet du prix de l'essence sur l'inflation dans notre économie? A notre époque, le prix de l'essence est probablement l'une des principales causes d'inflation du coût de la productivité; en outre, il nuit au secteur du tourisme et sans doute à tous les autres secteurs d'activités de l'économie. Comment expliquer pareil écart dans le prix de l'essence, un écart qui s'établit à 20 cents le litre? J'ai déjà posé la question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), à la Chambre des communes même. Il ne m'a jamais vraiment répondu, préférant se défilier. Le tourisme est de nos jours un gros secteur d'activité au Canada, et il est particulièrement important dans ma région; or, l'un des facteurs à décourager le plus le tourisme au Canada est la différence qui existe entre le prix du litre ou du gallon d'essence chez nous et aux États-Unis.